

FORUM MONDIAL DE LA DÉMOCRATIE 2019

# CONCLUSIONS

“INFORMATION :  
LA DÉMOCRATIE EN PÉRIL ?”

**6-8 NOVEMBRE 2019**

Conseil de l'Europe  
[www.wfdemocracy.org](http://www.wfdemocracy.org)





## 2019 CONCLUSIONS

L'édition 2019 du Forum mondial de la démocratie avait pour thème « Information : la démocratie en péril ? ». Elle a réuni plus de 2 000 participants venus de plus de 80 pays, dont 400 diplômés des Écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe. Des conclusions préliminaires ont été présentées et débattues lors du Forum de Paris sur la paix 2019. Les présentes conclusions et recommandations seront communiquées à tous les partenaires pertinents du Conseil de l'Europe ; elles feront l'objet d'une synthèse en vue de leur utilisation dans son propre programme de travail.

Un large consensus s'est dégagé au cours du Forum sur le fait que le progrès technologique entraîne des transformations riches en défis pour nos sociétés démocratiques et qu'il est essentiel que les démocraties coopèrent pour préserver leurs valeurs et faire face aux nouveaux enjeux.

À cet égard, le Forum s'est penché sur quelques questions clés, notamment *la réglementation des technologies, la lutte contre la désinformation et le soutien au journalisme de qualité.*

## FAUT-IL RÉGLEMENTER DAVANTAGE LE SECTEUR DES TECHNOLOGIES ?

Les technologies de l'information ouvrent de nouvelles possibilités en tant qu'outils au service de la démocratie, mais cela nécessite des règles claires, transparentes et prévisibles.

Actuellement, la plupart des autorités de réglementation nationales n'ont pas les moyens de faire face à l'énorme puissance stratégique des entreprises du secteur technologique, qui ont la maîtrise des données et agissent souvent au niveau mondial.

Grâce aux données qui sont en leur possession, les Gafa disposent d'un pouvoir d'influence considérable sur les choix économiques et politiques des individus. Ce pouvoir ne doit pas devenir une arme entre leurs mains. Les valeurs démocratiques doivent imprégner la conception et l'évolution des technologies de l'information. Pour être prises en compte de manière efficace, les préoccupations éthiques et relatives aux droits de l'homme doivent être intégrées dès le début. Les réseaux sociaux peuvent renforcer la participation des citoyens en leur permettant d'exprimer leurs idées. Les gouvernements pourraient utiliser ces technologies pour être davantage à l'écoute des besoins de la population lors de l'élaboration des politiques publiques.



## COMMENT COMBATTRE LA DÉSINFORMATION ?

La lutte contre la désinformation concerne de nombreux acteurs : citoyens, gouvernements, secteur privé, médias, réseaux sociaux et plateformes internationales.

- **l'éducation aux médias** revêt une importance déterminante dans ce combat.

Il est nécessaire d'instaurer une nouvelle culture sociétale autour d'internet afin de promouvoir la responsabilité sociale, d'établir des règles claires sur les comportements appropriés sur internet et d'attirer l'attention sur les risques liés à son utilisation. La question du rôle qui peut être confié aux gouvernements dans la lutte contre la désinformation, compte tenu des risques d'abus de pouvoir, a donné lieu à un débat animé.

- De nombreux participants ont préconisé la mise en place au niveau national ou international de **mécanismes indépendants de réglementation contre la désinformation**, qui ne puissent être contrôlés par le gouvernement.

Toutefois, un tel mécanisme devrait disposer de sanctions ou d'instruments solides pour jouer son rôle de manière efficace.

- **Les autorités de réglementation doivent disposer d'un mandat clair et de mécanismes adéquats pour amener les entreprises du secteur technologique à assumer leurs responsabilités.**

Le risque de mainmise politique sur les autorités de réglementation ne peut que les affaiblir et, à terme, les rendre inefficaces. Les institutions nationales et internationales devront s'attaquer au problème de l'antagonisme entre la grande quantité d'informations disponibles et le petit nombre de plateformes à travers lesquelles on peut y accéder. Cette situation offre une capacité de contrôle sans précédent aux entreprises qui gèrent les plateformes.

- **La question du biais des algorithmes d'IA** doit également être abordée.

Les lois nationales et/ou les traités internationaux doivent exiger des entreprises qui utilisent ces technologies que les données dont elles se servent ne présentent pas de caractère discriminatoire.



## COMMENT SOUTENIR LE JOURNALISME DE QUALITÉ ET PROTÉGER LES JOURNALISTES ?

Les médias pluralistes, indépendants et fiables sont un pilier de la démocratie, mais le journalisme est aujourd'hui confronté à de nombreux défis. Le modèle sur lequel il s'appuyait est en déclin et les conséquences pour les médias locaux et de petite taille sont dramatiques. À cela s'ajoute que les journalistes sont confrontés à une augmentation du harcèlement, des intimidations et de la violence en réaction à leur travail.

La crise financière des médias traditionnels est liée au fait que leurs contenus, dont la production est souvent coûteuse, sont distribués gratuitement via les réseaux sociaux. Les revenus générés par les médias numériques sont maintenant supérieurs à ceux de la presse écrite, de la télévision et de la radio. Les plateformes numériques gagnent de l'argent en hébergeant des contenus dont la production est de moins en moins rentable pour ceux qui les produisent.



- **Les gouvernements doivent mettre en place de nouvelles structures pour soutenir les médias de qualité**, en particulier les radiodiffuseurs de service public, qui revêtent une importance capitale pour entretenir un paysage médiatique sain et ont réussi à maintenir un niveau de confiance relativement élevé. Parallèlement, les médias traditionnels doivent se projeter au-delà de leurs supports habituels pour toucher un public plus large.

- **Les médias locaux**, qui sont soumis à une énorme pression financière depuis quelques années, doivent également recevoir un soutien financier actif de la part des autorités centrales, car ils remplissent une fonction essentielle en demandant des comptes aux administrations et institutions locales.
- L'une des solutions générales proposées consiste à **sensibiliser** le grand public au rôle joué par les **médias traditionnels**, et à faciliter un meilleur débat public grâce à des systèmes de participation démocratiques.



## FAUT-IL REVOIR LA NOTION DE LIBERTÉ D'EXPRESSION POUR TENIR COMPTE DES NOUVELLES RÉALITÉS DU MONDE NUMÉRIQUE ?



En imposant un nouveau rythme et en élargissant le champ de la communication dans l'espace numérique, les réseaux sociaux ont changé notre regard sur l'information. Toutefois, le rôle des réseaux sociaux dans la circulation des contenus en ligne est de plus en plus controversé.

La lutte contre la désinformation soulève la question du niveau acceptable de réglementation de la liberté d'expression.

- **Un dialogue ouvert et régulier entre les entreprises du secteur technologique, les gouvernements, les institutions internationales et la société civile** contribuera à trouver le juste équilibre entre la liberté d'expression et les contenus préjudiciables dans le processus de modération des contenus.

## COMMENT NOUS DÉFENDRE CONTRE LES ATTAQUES DE CEUX QUI UTILISENT LES RÉSEAUX SOCIAUX POUR ÉBRANLER LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ?

À l'ère de l'information, les réseaux sociaux peuvent être utilisés comme une arme. La promotion d'un espace numérique inclusif, sûr et informatif ne peut être simplement dictée d'en haut par une approche législative.

- **La société civile doit instaurer de nouvelles normes d'utilisation et de responsabilité concernant internet.** Les initiatives citoyennes axées sur l'éducation et la transparence jouent un rôle essentiel à cet égard.

Ces approches peuvent également contribuer à responsabiliser les institutions publiques et ainsi à rétablir la confiance dans les institutions.



## CHERCHONS-NOUS À RÉGLER UN PROBLÈME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PAR DES SOLUTIONS TECHNIQUES ?

L'une des questions soulevées au Forum était de savoir si nous nous focalisons trop sur Facebook, Cambridge Analytica et les bots au service de gouvernements étrangers, sachant que les attaques contre les élections et la démocratie existent depuis bien plus longtemps que ces technologies.

Dans une certaine mesure, bon nombre de problèmes auxquels les démocraties sont confrontées aujourd'hui remontent à une époque antérieure à l'ère numérique. La désinformation existe depuis des siècles, mais la technologie a amplifié le phénomène.

- Les technologies sont une réalité incontournable ; il faut donc régler leur utilisation, et cela ne peut se faire par des initiatives isolées. Les gouvernements doivent **combinaison de solutions techniques et juridiques avec des politiques publiques pour s'attaquer aux problèmes économiques et politiques auxquels les démocraties sont aujourd'hui confrontées.**

